

# LES PAYSANS DANS LA REVOLUTION

*Le problème agraire en Catalogne et en Espagne a été l'objet de plusieurs articles qui ont paru dans la «Révolution Espagnole». Ces articles commentaient, soit des décrets et des déclarations de la Généralité de Catalogne, soit des résolutions adoptées par le P. O. U. M. sur ce sujet. Nous reproduisons ci-dessous les déclarations que nous a faites notre camarade Armengol, du Secrétariat Central Agraire du P. O. U. M., au cours d'une entrevue que nous avons eue avec lui.*

—Où en est actuellement le problème agraire en Catalogne et en Espagne?

—Le problème agraire dans la Péninsule prend différents aspects dont il faut tenir compte si l'on désire ne pas aboutir à un échec. En Andalousie, en Extramadure et en Nouvelle Castille, par exemple, se trouvent des exploitations de plusieurs milliers d'hectares, qui ont toujours appartenu à un seul propriétaire et sur lesquelles travaillaient des centaines de paysans qui, pour une journée de travail épuisant, touchaient un salaire dérisoire. Par contre, il y a d'autres régions comme la Catalogne, la Galice et le Levant où les terres sont réparties dans les mains d'une multitude de petits propriétaires.

Ce serait une faute, que de procéder à une distribution des terres entre les paysans dans les régions énumérées au début. Ce serait créer chez ces paysans qui, en qualité de journalier y ont travaillé jusqu'à maintenant le même égoïsme qui existe chez le paysan catalan, et si nous leur répartissions les terres pour qu'il les travaillent individuellement, nous n'accomplirions pas autre chose qu'un travail contraire au développement de la révolution. La meilleure solution est donc de continuer l'exploitation collective de ces terres tout en éliminant le propriétaire et supprimant ainsi l'exploitation dont ils étaient l'objet.

En revanche dans les lieux où, comme dans les régions citées antérieurement, les exploitations agricoles se composent de petites propriétés, nous devons tenir compte des facteurs déjà exposés et conseiller la redistribution des terres par les syndicats. Vouloir imposer la collectivisation sans tenir compte de la mentalité du paysan nous conduirait sans aucun doute à un échec. Cependant on ne doit pas cesser de prêter tout l'appui nécessaire aux essais d'exploitation collective qui se font par l'entremise des syndicats, pour autant d'ailleurs qu'ils donnent des résultats satisfaisants en augmentant la production. En même temps, il nous faut pousser le plus possible à la création de coopératives de consommation et de production par le moyen desquelles le paysan trouvera la possibilité de se libérer de son second ennemi: l'intermédiaire.

Les conceptions bourgeoises sur le problème paysan ont échoué carrément en Catalogne et dans le reste de l'Espagne. La Célèbre Réforme Agraire de même que la loi des Contrats de Culture, ont été dépassées par l'actuel courant révolutionnaire. Nulle part on n'a mis en pratique une seule des dispositions des lois adoptées par la République bourgeoise.

La classe ouvrière, seule, a le pouvoir de donner à ce problème une solution satisfaisante pour le paysan. La révolution socialiste en abolissant le système de la propriété privée, et en lui substituant la socialisation de tous les moyens de production, mettra dans les mains des travailleurs la direction de tout l'engrenage économique du pays, permettant à ceux-ci de construire la nouvelle économie sur des bases plus justes et plus humaines que celles de l'actuel système bourgeois.

En régime capitaliste nous avons vu des provinces entières mener une existence misérable, parce que le propriétaire des terres, au lieu de les faire produire, préférait les consacrer

comme terrains de chasse. Nous avons vu des masses de paysans se livrer à un travail épuisant pour un salaire dérisoire avec lequel ils pouvaient à peine mal vivre. Nous avons vu les taux de fermage monter d'une façon continue, maintenant le paysan dans son éternelle misère. Nous ne parlerons pas des crimes commis par la bourgeoisie sur le terrain industriel. Grèves forcées de la faim. Des millions d'hommes condamnés à l'inactivité, à ne pas pouvoir donner à manger à leurs enfants. Des milliers de sacs de café jetés à la mer, tandis que l'ouvrier ne peut même pas en consommer par suite de son prix toujours croissant. Des puits de pétrole non exploités tandis que le prolétariat meurt de froid dans ses mansardes. C'est ce à l'héritage du système capitaliste.

Une économie socialiste pourra seule faire disparaître cet horrible spectacle. Il faut abolir la propriété privée. Nous devons donner la terre aux paysans en même temps que nous devons lui donner les moyens de l'exploiter; nous formerons des techniciens capables de les orienter et d'améliorer leur système de culture. Le paysan, libéré de la tyrannie du propriétaire, certain que son effort sera récompensé, produira plus et mieux. Nous en finirons ainsi avec l'exploitation de l'homme, base du régime bourgeois, que protègent tous ceux qui défendent la consigne de la république démocratique, contre l'unique consigne juste: celle de la révolution socialiste.

—Quelles doivent être les relations entre le prolétariat et les travailleurs des champs?

—Elles doivent être cordiales; ils sont les deux bras du même corps social; c'est par la collaboration de tous les deux que nous pourrons construire le nouveau système social. Autrefois il existait entre eux une certaine rivalité, habilement fomentée par les politiciens bourgeois pour maintenir un divorce qui les aidait dans la tâche de l'exploitation de la classe ouvrière. Aujourd'hui cela n'est déjà plus possible, parce que le prolétariat s'est rendu compte que c'est seulement par une étroite collaboration entre les champs et la ville que sera possible l'affermissement du nouveau système que nous sommes en train de construire. Dans la guerre civile qui se déroule sur notre sol, le prolétariat des champs et celui de la ville luttent pour le même objectif: la destruction du vieux système capitaliste et la construction du nouvel ordre de choses basé sur une économie socialiste. Qui voudra s'opposer à leurs désirs sera abattu. Jamais plus, ils ne voudront retourner aux formules démocratiques bourgeoises dont ils gardent de douloureux souvenirs.

